



PREMIÈRES DE CORVÉES, NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ MAINTENANT !

Le 8 mars, ce n'est pas la journée de LA femme, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, c'est le moment de se mobiliser pour gagner enfin l'égalité !

Cette lutte est indispensable, car nous sommes encore très loin de l'égalité entre les femmes et les hommes, particulièrement au travail : les femmes gagnent, en moyenne, toujours 25 % de salaire en moins ! Chaque jour, c'est comme si les femmes arrêtaient d'être payées à 15 h 40.

Or, l'employeur est tenu d'assurer, pour un travail de valeur égale l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : cette obligation interdit toute différenciation de salaire fondée sur le sexe, par un accord ou un plan d'action. A ce jour, moins de 50 % d'accords ont été signés sur le département du Maine et Loire. Ce n'est pas acceptable !

Les droits des femmes en France et dans le monde sont précaires et sans cesse menacés.

Les confinements ont mis en lumière que les femmes sont indispensables au fonctionnement de la société. Elles sont majoritaires dans les emplois du soin, de la santé, de

l'éducation, du nettoyage, du commerce, elles sont sous-payées, peu ou pas reconnues...malgré les belles promesses, aucune négociation de fond n'a été initiée en ce sens !

Il est nécessaire pour la dignité de toutes les femmes quelles que soient leurs origines, leurs orientations sexuelles, leurs situations de santé, d'acquiescer de nouveaux droits et d'asseoir définitivement les acquis du passé et d'en conquérir de nouveaux.

En France, 30% des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail et 70 % des victimes de violences au travail déclarent n'en avoir jamais parlé à leur employeur. Quand elles le font, 40 % estiment que la situation s'est réglée en leur défaveur, par une mobilité forcée voire un licenciement.

Le gouvernement s'est engagé à ratifier la convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail sur le harcèlement et les violences au travail en 2021.

Il s'agit de sécuriser le droit au travail des victimes de violences intra-familiales et de donner des moyens aux représentant-es du personnel pour les accompagner.

- Nous serons dans la rue pour réclamer la revalorisation des métiers à prédominance féminine et de réelles hausses de salaires !
- Nous serons dans la rue pour lutter contre les orientations professionnelles genrées dans le système scolaire.
- Nous serons dans la rue pour réclamer un budget d'un milliard d'euros pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, pour obtenir une ratification ambitieuse de la convention de l'Organisation Internationale du Travail contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail.
- Nous serons dans la rue pour dénoncer les discriminations, de genre, de classe, de couleur de peau, et lesbo, bi-transphobes cumulées par certaines.
- Nous serons dans la rue pour lutter contre la violence sexuelle, raciste et institutionnelle faite aux femmes migrantes, contre leur exploitation, pour réclamer la liberté de mouvement à travers les frontières.
- Nous serons dans la rue pour que l'accès à l'avortement soit possible partout et même pendant le confinement, pour que le délai légal soit étendu au-delà de 12 semaines.

Le 8 mars 2021, syndicats et associations féministes appellent à une grève féministe pour exiger l'égalité, au travail comme dans la vie, pour les milliards de femmes à travers le globe qui voient leurs droits élémentaires bafoués, ignorés, piétinés. Le 8 mars, faisons grève, manifestons et débrayons à 15 h 40 pour défendre les droits des femmes et l'égalité !

RASSEMBLEMENT À 15H40 PLACE DU RALLIEMENT À ANGERS